



DÉCLARATION DE S.E. MONSIEUR MOURAD MEDELICI, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE L'ALGÉRIE, À L'OCCASION DE LA CÉRÉMONIE DE PASSATION DE LA PRÉSIDENTIE DU GROUPE DES 77 / STATEMENT BY HIS EXCELLENCY MR. MOURAD MEDELICI, MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF ALGERIA, AT THE HANDOVER CEREMONY OF THE CHAIRMANSHIP OF THE GROUP OF 77 (New York, 11 janvier 2012)

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,
Monsieur le Président du Conseil Economique et Social,
Monsieur le Représentant du Président de l'Assemblée Générale,
Monsieur le Secrétaire Exécutif du Groupe des 77,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Permettez moi, d'abord, de dire combien l'Algérie s'honore d'assumer la Présidence du Groupe des 77 pour l'année 2012 et d'exprimer la gratitude du Gouvernement algérien aux Etats membres du Groupe africain pour avoir proposé la candidature de l'Algérie et aux Etats membres du Groupe des 77 et de la Chine pour l'avoir entérinée.

J'aimerais ensuite exprimer à l'Argentine notre profonde gratitude pour les efforts inlassables déployés tout au long de sa présidence portée avec compétence et dévouement par l'Ambassadeur Jorge ARGUELLO et sa délégation dont les efforts généreux ont permis notre Groupe de se présenter lors des différentes échéances internationales avec des positions communes exprimées et défendues avec un esprit de responsabilité, dans l'unité et la solidarité, au service de la cohésion du groupe dans la défense de nos intérêts communs.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes tous conscients de l'ampleur des crises auxquelles le monde est aujourd'hui confronté et à la solution desquelles notre Groupe aura contribué activement en enrichissant sa plate-forme commune sur les grands dossiers internationaux.

La crise qui a ébranlé les fondements mêmes du système économique international a plongé le monde dans une situation d'instabilité et d'incertitude qui appelle nécessairement de nouvelles approches prenant en compte les interrelations entre les problèmes et l'exigence d'une régulation concertée de la mondialisation.

Certes, une prise de conscience croissante de la nécessité et de l'urgence de réformes des institutions et de la gouvernance économique mondiale se manifeste. Il reste cependant à promouvoir une convergence entre notre approche et celle de nos partenaires.

Notre groupe a depuis longtemps plaidé pour une réforme en profondeur de l'architecture monétaire et financière internationale qui manifeste de sérieuses insuffisances de par son incapacité à répondre aux problèmes systémiques de plus en plus complexes qui se posent et qui sont d'envergure planétaire. Il est donc crucial que nous poursuivions activement nos efforts dans ce domaine afin de contribuer au lancement d'une dynamique de réforme avec la pleine participation de l'ensemble de la communauté internationale.

Il s'agit d'un axe fondamental de la refondation globale de la coopération pour le développement, tant il est vrai que les politiques et stratégies mises en œuvre jusqu'ici n'ont pas favorisé une croissance équilibrée et soutenue des pays du Sud. Bien que des pays en développement connaissent une croissance notable, la majorité des pays du Sud continue d'être confrontée à l'extrême pauvreté, l'insécurité alimentaire, le sous-emploi, le fardeau de la dette et l'insuffisance des ressources financières pour faire face aux besoins sociaux courants et pour promouvoir leur développement économique et social durable.

De même, notre Groupe a toujours appelé à un système commercial multilatéral ouvert, transparent, équitable, non discriminatoire et orienté vers le développement. Les recettes d'exportations des pays en développement sont une source cruciale de financement de leur développement économique. Nous serons donc appelés à poursuivre notre action pour la relance de négociations commerciales multilatérales qui incorporent pleinement la dimension du développement avec un traitement spécial et différencié pour les pays en développement.

Nous devons également souligner la nécessité d'assouplir les conditions et modalités d'accès des pays en développement à l'Organisation Mondiale du Commerce.

La 13^{ème} Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prévue en avril prochain à Doha fournira une opportunité importante au Groupe des 77 et de la Chine de faire valoir leurs intérêts légitimes sur les questions du commerce, de l'investissement et de la technologie dans une optique d'évolution de la mondialisation vers des réponses plus adéquates à l'impératif de développement durable.

Les Pays les Moins Avancés, les pays insulaires et les pays sans littoral constituent des composantes importantes du Groupe des 77. La situation de ces pays ainsi que les problèmes et contraintes qu'ils rencontrent sur la voie de la croissance économique et de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement appellent au déploiement continu de la cohésion et de la solidarité de l'ensemble de notre groupe.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Dans le domaine de l'environnement et du développement durable, l'année qui vient de s'ouvrir est riche en chances d'une importance vitale pour notre Groupe et pour la Communauté internationale.

La question des changements climatiques est, en effet, l'un des défis majeurs auxquels fait face la communauté internationale et en particulier les pays en développement. L'année écoulée avec son lot de catastrophes liées au réchauffement climatique nous interpelle sur l'urgence d'une action concertée et globale pour faire face à ce phénomène.

La récente Conférence de Durban a pu aboutir à une série de décisions importantes qui permettent de garder ouverte la perspective d'un accord, à terme. Toutefois, de nombreuses questions demeurent en suspens et devront faire l'objet de nouvelles discussions durant l'année 2012. En effet, la décision d'une 2^{ème} période d'engagement du Protocole de Kyoto pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre des pays développés, reste encore imprécise sur le caractère contraignant des engagements de ces pays, sur sa durée (5 ou 8 ans), ainsi que sur les niveaux des réductions.

Le nouveau régime climatique multilatéral à mettre en place à l'horizon 2020, devra répondre aux préoccupations des pays en développement. La prise en compte de principes consacrés, comme ceux de l'équité, de la responsabilité commune mais différenciée et des capacités respectives demeure dans ce contexte un objectif essentiel pour notre Groupe.

Les avancées réalisées à Durban vers la concrétisation des décisions de Cancun notamment celles ayant trait à l'opérationnalisation du Fonds Vert pour le Climat et la mise en place du Comité d'Adaptation et du Mécanisme de technologies, nous encouragent à aborder les autres questions importantes différées à la 18^{ème} Conférence des Parties prévue à la fin de cette année à Doha avec le même sens des responsabilités et le même esprit constructif.

A ce titre, notre Groupe aura à peser de tout son poids et de sa force de proposition pour que la résolution de ces questions réponde aux préoccupations des pays en développement et en particulier celles ayant trait au financement et au transfert de technologies, indispensables pour l'édification d'une économie à faible teneur en carbone.

C'est dire l'importance, pour notre Groupe, dans la perspective de la prochaine Conférence des Parties, de développer sa stratégie de négociations sur ces questions décisives de par la nature des enjeux qui s'y rattachent.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Vingt ans après le Sommet de la Terre, la Conférence des Nations Unies sur le Développement Durable, prévue en juin 2012, à Rio de Janeiro, figure aussi parmi les événements majeurs de notre agenda de cette année.

Cette Conférence a pour ambition d'inaugurer une nouvelle ère pour le développement durable, à travers la consolidation des acquis de ces vingt dernières années mais aussi la levée des obstacles qui entravent la pleine mise à l'œuvre des engagements souscrits dans les domaines du financement du développement durable, du transfert de technologie et du renforcement des capacités.

Comme vous le savez, la définition de l'économie verte n'a pas encore réuni le consensus de la communauté internationale. Les réunions préparatoires de Rio+20 auront à définir le contenu de cette économie et les modalités de la transition. Tout en approfondissant notre réflexion sur ces enjeux, il nous appartiendra de souligner la nécessité que ce processus soit en harmonie avec les principes fixés par la Déclaration de Rio et l'Agenda 21 et réaffirmés dans le Plan de Mise en œuvre de Johannesburg, notamment ceux relatifs à la responsabilité commune mais différenciée, l'équité et les capacités respectives.

Le Sommet de Rio + 20 sera également pour nous l'occasion d'examiner la question de la gouvernance environnementale sous l'angle d'un renforcement de la cohérence des institutions internationales du développement durable.

Il est établi que ces institutions, du fait qu'elles ont été mises en place au coup par coup, ne répondent pas de façon optimale aux exigences de développement durable. En effet, leur efficacité est amoindrie par la dispersion des efforts et la duplication des actions. Par conséquent, leur réforme est nécessaire et doit être menée dans le cadre des Nations Unies

en respectant les principes d'universalité, de démocratie, de transparence, de coût-efficacité et de responsabilité.

La Conférence de Rio+20 ne devra toutefois pas perdre de vue la nécessité d'aborder les défis persistants et émergents, tels que l'éradication de la pauvreté, la création d'emplois décents, la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie, les changements climatiques et la préservation de la biodiversité ainsi que la lutte contre la dégradation des sols et la désertification.

Dans cet ordre d'idées, la question de la sécurité alimentaire s'impose comme l'un des objectifs prioritaires. Notre plateforme commune vise à terme à accroître la production agricole dans les pays en développement de manière à assurer l'accès universel à l'alimentation en quantité et en qualité. Dans ce but, des investissements importants sont consentis pour la restauration et la protection des sols, l'augmentation des superficies irriguées et l'amélioration de la productivité. Toutefois, certaines mesures qui causent des distorsions sur les marchés internationaux et les pratiques spéculatives à l'origine de la volatilité des prix des produits alimentaires sont des menaces sérieuses à la sécurité alimentaire dans bon nombre de pays en développement.

D'autre part, des millions de pauvres dans les pays en développement demeurent toujours privés d'un accès à l'énergie; ce qui affecte leurs capacités à accéder aux besoins les plus élémentaires pour une vie décente. Il est, par conséquent, urgent d'ouvrir et mobiliser des apports adéquats en ressources financières et en transfert de technologies, afin de relever le défi de l'accès à l'énergie de manière durable et abordable.

La proclamation par la résolution 65/151 de l'année 2012 "Année internationale de l'énergie durable pour tous" devrait être mise à profit pour la concrétisation de cet objectif. Nous attendons avec intérêt les résultats des différents programmes et initiatives tendant à assurer un accès durable aux services énergétiques, dont ceux sanctionnant les travaux du Groupe de haut niveau sur "l'énergie durable pour tous", initié par le Secrétaire Général des Nations Unies.

La onzième session de la Conférence des parties à la Convention sur la Diversité Biologique, qui se tiendra, à Hyderabad, en Octobre 2012 constituera, aussi, une chance importante pour notre Groupe.

En effet, la préservation de la biodiversité est d'une importance certaine pour les pays en développement, qui comptent principalement sur leurs ressources naturelles pour répondre aux besoins de subsistance de leurs peuples.

Cette Conférence, aura à renforcer les acquis de la précédente session afin d'assurer la préservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses ressources et le partage équitable des revenus découlant de l'exploitation des ressources génétiques. La mobilisation de ressources financières appropriées en faveur de la nouvelle stratégie de mise en œuvre de la Convention, destinée à enrayer le processus de destruction de la biodiversité, devrait occuper une place centrale dans les travaux de la Conférence.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Les tendances positives récentes de la coopération Sud-Sud ont démontré son utilité et sa

pertinence en vue d'accroître le rôle des pays en développement dans l'économie mondiale.

Aussi, nous sommes confiants que les chances mandatées par le Groupe pour l'année 2012 dans les différents secteurs de coopération sud-sud seront couronnées de succès.

De par les atouts, les avantages comparatifs et les complémentarités dont disposent nos pays dans divers domaines économiques et technologiques, la coopération Sud-Sud est appelée à devenir l'un des principaux moteurs d'une croissance soutenue de l'économie mondiale.

Dans ce contexte, l'année 2012 sera marquée par la tenue de la 17^{ème} session du Comité de Haut niveau pour la Coopération Sud-Sud sous l'égide de l'Assemblée Générale. Cette rencontre permettra de procéder à un bilan de la coopération Sud-Sud et de prendre des actions nécessaires concernant la nouvelle architecture de la coopération Sud-Sud, conformément au mandat de la réunion ministérielle du Groupe des 77. Nous sommes persuadés que les efforts conjoints en cours par le Président de l'Assemblée Générale et le Secrétaire général des Nations-Unies, dont je salue la présence parmi nous aujourd'hui, permettront la mise en place d'une nouvelle plate-forme et d'un arrangement institutionnel global visant à consolider la coopération Sud-Sud à l'échelle de l'ensemble du système des Nations Unies.

En outre, les mécanismes de coopération sud-sud propres à notre Groupe devraient être revitalisés et renforcés. Les instruments tels que le Comité intergouvernemental de suivi et de coordination pour la coopération sud-sud, (CISC), le Consortium pour la Science, la Technologie et l'Innovation du Sud (COSTIS), ainsi que le Fonds Perez Guerrero pour la coopération sud-sud (PGTF) et le Fonds des Nations Unies pour la coopération sud-sud sont autant d'instruments qui exigent un appui accru de notre part.

La prochaine session du Comité intergouvernemental de suivi et de coordination pour la coopération sud-sud nous permettra d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des initiatives et projets sud-sud. La récente rencontre de Haut niveau sur la coopération sud-sud qui a eu lieu le 17 Novembre 2011 à Budapest à l'occasion du Forum mondial sur la science a permis de réaliser des progrès importants dans le processus d'opérationnalisation de COSTIS dont la conférence Générale est prévue cette année. Les rencontres périodiques du Panel de Haut niveau de Personnalités éminentes de notre Groupe sur la Plate-forme pour le Développement du Sud devraient donner un nouvel élan à cette coopération.

Nous nous félicitons aussi de l'accroissement des synergies entre le Groupe des 77 et le Mouvement des pays Non Alignés dans le cadre du Comité Conjoint de Coordination pour relever ensemble les défis du développement. Nous sommes fermement convaincus que le renforcement des liens de solidarité Sud-Sud contribuera à la promotion du développement et à la prospérité dans les pays du Sud.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

L'Algérie accède aujourd'hui pour la troisième fois à la présidence du Groupe des 77. Le présent mandat coïncide avec le cinquantième anniversaire de l'indépendance, la réalisation d'un ambitieux programme national de développement 2010-2014, et la mise en œuvre de nouvelles réformes destinées à consolider l'ancrage de la démocratie et de la bonne

gouvernance.

Durant sa présidence, l'Algérie s'attellera à renforcer l'unité, la solidarité et la cohésion du groupe. Nous agissons toujours sur la base d'une confiance mutuelle, car nous pensons que les défis mondiaux auxquels est confrontée l'humanité ne sauraient être relevés et la sécurité économique pour tous les peuples assurée que dans le cadre d'une ambiance de coopération et de dialogue, loin de la confrontation.

Pour cela, il nous revient d'engager une réflexion en vue de lancer un mécanisme susceptible de jeter des passerelles entre le Groupe des 77 et d'autres regroupements, tels que le Groupe des 24 et le Groupe des 20. De telles synergies sont nécessaires, par exemple pour mieux réunir les conditions de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement alors que l'échéance de 2015 approche et que beaucoup de pays, notamment en Afrique, accusent des retards sur cette voie.

Dans le courant de sa présidence, L'Algérie s'attellera à développer des initiatives visant à donner une impulsion politique nouvelle au service de la cohésion du groupe et de la coordination de notre action pour atteindre nos objectifs communs.

Enfin, avant de conclure, permettez-moi de rendre un hommage particulier à toute l'équipe du Secrétariat exécutif du Groupe des 77 pour l'excellent travail accompli et pour le précieux soutien fourni au Groupe sous la direction avisée de Monsieur Mourad AHMIA, Secrétaire Exécutif. La mise en œuvre de notre programme de travail pour 2012 continuera de dépendre de ce soutien de qualité.

Je vous remercie !

(Unofficial translation)

STATEMENT BY HIS EXCELLENCY MR. MOURAD MEDELICI, MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF ALGERIA, AT THE HANDOVER CEREMONY OF THE CHAIRMANSHIP OF THE GROUP OF 77 (New York, 11 January 2012)

Mr. Secretary General of the United Nations:
Mr. President of ECOSOC,
Mr. Representative of the President of the General Assembly,
Mr. Executive Secretary of the Group of 77,
Excellences,
Ladies and Gentlemen,

Allow me, at the outset, to say that Algeria is greatly honored to assume the Chairmanship of the Group of 77 for 2012. Allow me also to express the gratitude of the Algerian Government to the Member States of the African Group for having endorsed the candidacy of Algeria. Thanks also to the Member States of the Group of 77 and China for their unanimous endorsement.

I would also like to express our deep gratitude to Argentina for the tireless efforts deployed throughout its Chairmanship, discharged with skill and commitment by Ambassador Jorge Arguello and his delegation. Through the generous efforts of Argentina, our Group was able to express and defend its positions on important issues of the development agenda with a spirit of

responsibility, solidarity and cohesion in the defense of our common interests.

Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

We are all aware of the magnitude of the crisis that we see around the world today. We are also conscious that our Group needs to contribute to the solutions of this crisis through our common platform.

The global crisis has shaken the foundation of the international economic system plunging our world into an unstable and uncertain situation. This calls us to the necessity of looking at new approaches and bearing in mind the linkages and the needs for regulating globalization. There is indeed a need to reform international institutions and global economic governance. This is clear. However, we must also promote convergence of our approaches and those of our partners.

Our Group has for a long time called for a deep reform of the international financial and monetary architecture which has showed shortcomings in its ability to respond to the systemic problems that are ever more complex and that are global in scope. In this context, it is essential that we actively continue our efforts in this area in order to contribute to the launching of dynamic reform with the full participation of the entire international community.

This is a central pillar of the reform of global cooperation for development for it is true that the policies and strategies implemented so far have not favored a balanced and sustained growth for the countries of the South. Although some developing countries have seen significant growth, however, the majority of the countries in the South continue to face debt burden, extreme poverty, food insecurity, underemployment, insufficient financial resources to face their basic social needs and to promote their economic and social development in a sustainable manner.

Furthermore, our Group has also called for an open, transparent, equitable, non-discriminatory and development focus multilateral trade system. Exports resources constitute an essential source of revenue for the economic development of developing countries. We must continue to maintain the pressure in order to resume the multilateral trade negotiations, taking into account the full inclusion of the development prospect with a special and differentiated treatment for developing countries.

We must also underscore the need to bring greater flexibility to the conditions and modality for accession of developing countries to the WTO.

The thirteenth session of the United Nations Conference of Trade and Development (UNCTAD-XIII), scheduled for next April in Doha, will provide a great opportunity for the Group of 77 and China to put forward their legitimate interests on issues such as trade, investment and technology, through a lens that brings an evolution of globalization toward responses that are more appropriate for the needs of sustainable development.

The Least Developed Countries, the Land-locked Developing Countries and the Small Island Developing States are important members of the Group of 77. The situations in these countries as well as the problems they are confronted with along the road towards economic growth and towards the achievement of MDGs, call for a continued demonstration of our cohesion and solidarity from our entire Group.

Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Environmental and sustainable development matters. The year that has just begun is rich in opportunities and important deadlines for our Group and for the international community.

Climate change is indeed one of the major challenges which the international community faces, particularly developing countries. Last year had a great many natural disasters tied to climate change. This calls us to take urgent and joint actions on the global level to face these challenges.

The recent Durban Conference has been able to reach important decisions that allow us to remain open to the possibility of an agreement over time. However, numerous matters remain pending and must be addressed again in our discussions in 2012. In fact, the decision to have a second commitment period for the Kyoto Protocol to reduce greenhouse gas emissions remains vague regarding the binding nature for developed countries, the time period (5 or 8 years) and also the cuts or reduction levels.

The new multilateral climate regime to be implemented as we move towards 2020, must respond to the needs of developing countries. The inclusion of recognized principles such as fairness, shared but differentiated responsibilities and different capacities, remains an essential objective for our Group.

Progress made in Durban towards the realization of the Cancun decisions, particularly those linked to the operationalization of the Green Climate Fund, and the implementation of the Adaptation Committee and the Technology Mechanism encourage us to address these other important matters that have been postponed to the 18th COP set for the end of the year in Doha, with the same sense of responsibility and constructive spirit.

In this context, our Group will have to bring all its weight to bear to ensure that the resolution of these matters respond to the concerns of developing countries, particularly those tied to financing and transfer of technology, which are both so essential to the building of a low-carbon economy.

It is important for our Group as we move towards the next Conference of Parties to develop our negotiation strategies on these crucial matters considering what is at stake.

Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Twenty years after the Earth Summit, the UN Conference on Sustainable Development scheduled for June 2012 in Rio de Janeiro, is also among the major events on our agenda this year.

This Conference is seeking to inaugurate a new era for sustainable development through the consolidation of the progress made over the last 20 years, but also, through the lifting of the obstacles that hinder the full implementation of the commitments made in financing for sustainable development, technology transfer and capacity building.

As you know, the definition of a green economy has not reached a consensus by the international community. The preparatory meetings of Rio+20 will have to define the contents of such an economy, and the modalities of its transition. While deepening our reflections on what is at stake, we will have to underscore the need for this process to come in harmony with the principles set by the Rio declaration and Agenda 21, and reaffirmed later in the Implementation Plan for Johannesburg, particularly as regard to the shared but differentiated responsibility, fairness and respective capabilities.

The Rio+20 Summit will also be an opportunity to look at environmental governance through a lens

aimed at strengthening the coherence between international institutions for sustainable development. These institutions, as they were implemented, little by little, do not necessarily respond in the best way possible to the needs of sustainable development. Their effectiveness is lessened by the dilution of their efforts and the redundancy of their actions. Therefore, their reform is necessary and must be done within the framework of the UN taking into account the principles of universality, democracy, transparency, cost-effectiveness and accountability.

The Rio + 20 Conference should not lose track of the need to address emerging and persistent challenges such as poverty eradication, the creation of decent jobs, food security, access to energy, climate change and the preservation of biodiversity as well as the fight against soil degradation and desertification.

In this context, food security must be one of the priority objectives. Our common platform aims overtime at increasing agriculture production in developing countries in order to assure universal access to food in quantity and in quality. Along these lines, important investments have been made to restore soils, to increase irrigated lands and to improve productivity. However, some measures that cause distortions on the international markets and speculative practices that have led to volatility in food prices continue to bring serious threats to food security in a number of developing countries.

In addition, millions of the world's poor in developing countries remain without access to energy. This affects their ability to meet their most basic needs for a decent life. There should be an urgent effort to mobilize adequate financial resources and to bring technology transfer in order to overcome the challenges that come with access to energy and provide it in a more durable manner.

The proclamation through resolution 65/151 making 2012 as the International Year for Sustainable Energy for All should be an excellent opportunity to implement this objective so that the project can come about. We anxiously await the results of different programs and initiatives that are aimed at ensuring sustainable access to energy services. Many of them were mentioned in the outcome of the "High level Working Group on Sustainable Development for All" which was initiated by our Secretary-General.

The 11th Session of the Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity to be held in Hyderabad in October 2012 will also be an important event for our Group.

Preserving biodiversity is indeed of great importance for developing countries which primarily rely on their natural resources to respond to the needs of sustenance for their people.

This Conference will have to strengthen the progress made since the last session in order to ensure the preservation of biological diversity, the sustainable use of these resources and the fair distribution of the income that come from genetic resources exploitation. The mobilization of adequate financial resources to support the new strategy for the implementation of the Convention aimed at moving ahead with the process of preserving biodiversity should occupy a central portion of our work at the Conference.

Excellences,
Ladies and Gentlemen,

Positive trends recently seen in South-South cooperation have shown its significance and its relevance when it comes to increasing the role of developing countries in the global economy. In this context, we are confident that the Group's various upcoming activities planned for 2012 in different sectors of South-South Cooperation will be successful.

The comparative advantages and the different experiences and capacities that many countries of the South have, will allow for South-South Cooperation to be a driving engine in international economic matters.

In this context, the 17th session of the High Level Committee for South-South Cooperation scheduled for 2012 under the aegis of the General Assembly will be an opportunity to evaluate the progress made in South-South cooperation and to take the steps necessary regarding the new architecture for South-South cooperation in accordance with the mandate from the Ministerial Meeting of the Group of 77. We are convinced that the joint efforts taken by the President of the General Assembly and the Secretary General, whose presence amongst us I hail today, will allow for us to implement a new platform and a new global institutional arrangement aiming at consolidating South-South cooperation throughout the UN system.

Further mechanisms for South-South cooperation suitable for our Group should be revitalized and bolstered. Instruments such as the Intergovernmental Follow-up and Coordination Committee for South-South Cooperation (IFCC), the Consortium for Science, Technology, and Innovation for the South (COSTIS), as well as the Perez Guerrero Fund for South-South Cooperation (PGTF) and the United Nations Fund for South-South Cooperation are important instruments that demand increased support from us.

The next session of the Intergovernmental Follow-up and Coordination Committee on South-South Cooperation will allow us to assess progress made in the implementation of South-South projects and initiatives. The recent high level meeting on South-South cooperation which took place on 17 November 2011 in Budapest on the occasion of the World Science Forum has allowed for significant progress in the process of operationalizing COSTIS whose first General Conference is upcoming this year. The periodic gatherings of the high-level panel of eminent personalities of our Group on the Development Platform for the South should also focus on promoting this cooperation.

We also hail the increased synergies between the Group of 77 and the Non-Aligned Movement (NAM) through their Joint Coordination Committee. When it comes to facing the development challenges, we are firmly convinced that the strengthening of links in South-South cooperation will continue to promote the development and the prosperity of the South.

Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

Today, Algeria assumes the Chairmanship of the Group of 77 for the third time. This coincides with our 50th anniversary of its independence. We have an ambitious national program for development 2010-2014. We also see the implementation of new reforms aimed at consolidating democracy and good governance during our chairmanship.

During its mandate, Algeria will work hard to strengthen unity, solidarity, and cohesion within our Group. We will always act based on mutual confidence and trust as we believe the challenges that humanity now faces and economic development for all people will only be addressed within a climate of cooperation and dialogue far from any sort of confrontation.

In this regard, we must also continue to reflect on the mechanisms that allow for the Group of 77 and other groupings such as the Group of 24 and the Group of 20 to work together. These synergies are ever more necessary when it comes to bringing together the conditions that will allow for the achievement of the MDGs or rather by 2015 while many countries, including Africa, are not on track and may not fulfill this target.

Throughout our Chairmanship, Algeria will work hard to develop initiatives that are aimed at giving momentum to our policies in order to bring greater cohesion to our group and to the coordination of our joint action.

In conclusion, allow me to pay a special tribute to the entire team of the Executive Secretary of the Group of 77 for the sterling work accomplished and for the precious support provided to the Group under the able leadership of Mr. Mourad Ahmia, the Executive Secretary. The implementation of our program of work for 2012 will continue to be based on this quality of work.

I thank you.

